

## Déclaration de l'Agence TASS sur l'intervention militaire en Tchécoslovaquie (21 août 1968)

**Légende:** Le 21 août 1968, l'agence de presse soviétique TASS justifie à sa manière l'intervention en Tchécoslovaquie des troupes des pays membres du pacte de Varsovie.

**Source:** U.R.S.S.. Bulletin édité par le Bureau soviétique d'information. 1968, n° 3.889 A. Paris: Bureau soviétique d'information. "Déclaration de l'Agence TASS (21 août 1968)", p. 1-2.

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/declaration\\_de\\_l\\_agence\\_tass\\_sur\\_l\\_intervention\\_militaire\\_en\\_tchecoslovaquie\\_21\\_aout\\_1968-fr-aeb69a09-d4a7-49f0-9ec5-23011c334eb4.html](http://www.cvce.eu/obj/declaration_de_l_agence_tass_sur_l_intervention_militaire_en_tchecoslovaquie_21_aout_1968-fr-aeb69a09-d4a7-49f0-9ec5-23011c334eb4.html)

**Date de dernière mise à jour:** 03/07/2015

## Déclaration de l'Agence TASS sur l'intervention militaire en Tchécoslovaquie (21 août 1968)

### Nouvelle série n° 3.889 A

L'Agence Tass est habilitée à déclarer que les militants du parti et les hommes d'Etat de la République Socialiste Tchécoslovaque ont demandé à l'Union Soviétique et aux autres Etats alliés d'accorder au peuple tchécoslovaque frère une aide urgente, notamment celle des forces armées. Cette demande est faite en raison de la menace que font peser sur le régime socialiste actuel en Tchécoslovaquie et sur la structure d'Etat établie par la constitution, les forces contre-révolutionnaires entrées en collusion avec les forces extérieures hostiles au socialisme.

Les événements en Tchécoslovaquie et autour de ce pays ont été à maintes reprises l'objet d'échanges de vue entre les dirigeants des pays socialistes frères, y compris les dirigeants tchécoslovaques. Ces pays considèrent unanimement que le soutien, la consolidation et la sauvegarde des conquêtes socialistes des peuples est le devoir internationaliste commun de tous les Etats socialistes. Leur position commune a également été proclamée solennellement dans la Déclaration de Bratislava.

L'aggravation de la situation en Tchécoslovaquie touche les intérêts vitaux de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, les intérêts de la sécurité des Etats de la communauté socialiste. La menace contre le régime socialiste en Tchécoslovaquie est en même temps une menace contre les bases de la paix européenne.

Le gouvernement soviétique et les gouvernements des pays alliés : la République Populaire Bulgare, la République Populaire Hongroise, la République Démocratique Allemande et la République Populaire de Pologne, s'inspirant des principes de l'amitié indéfectible et de la coopération et conformément aux engagements découlant des accords signés ont décidé d'aller au devant de cette demande, d'accorder l'aide nécessaire au peuple tchécoslovaque frère.

Cette décision est en accord complet avec le droit des Etats à l'autodéfense individuelle et collective prévu dans les accords alliés conclus entre les pays socialistes frères. Elle est conforme également aux intérêts vitaux de nos pays dans la sauvegarde de la paix européenne contre les forces du militarisme, de l'agression et de la revanche qui ont entraîné plus d'une fois les peuples d'Europe dans les guerres.

Les unités militaires soviétiques ainsi que celles des pays alliés mentionnés, sont entrées le 21 août en territoire tchécoslovaque. Elles se retireront de Tchécoslovaquie dès que la menace contre les conquêtes du socialisme en Tchécoslovaquie, la menace contre la sécurité des pays de la communauté socialiste aura été éliminée et que les autorités légales jugeront que la présence de ces unités militaires n'est plus nécessaire.

Les actions entreprises ne sont pas dirigées contre un Etat quelconque et ne portent aucune atteinte aux intérêts d'Etat de qui que ce soit. Elles servent les objectifs de la paix et sont dictées par le désir de la renforcer.

Les partis frères opposent fermement et résolument leur solidarité indestructible à toute menace du dehors. Nul ne sera jamais autorisé à arracher un seul maillon de la communauté des Etats socialistes.